

Counter

Balance

Challenging
the European
Investment
Bank

Le grand festin du Moyen-Orient

Comment les banques "de
développement" utilisent les partenariats
public-privé pour se répartir les pays du
Printemps arabe

Janvier 2013

Counter Balance est une coalition d'ONG européennes environnementales et de développement. La coalition est composée des ONG suivantes :

Both Ends (Pays-Bas)

Bretton Woods Project (Royaume-Uni)

CEE Bankwatch Network (Europe centrale et orientale)

Les Amis de la Terre (France)

Re:Common (Italie)

urgewald t(Allemagne)

La mission de “**Counter Balance: Challenging the EIB**” est de faire de la Banque européenne d'investissement (BEI) une institution ouverte et progressiste, mettant en œuvre les objectifs de l'UE en matière de développement, favorisant des sociétés soutenables et donnant un droit de recours aux personnes affectées par ses activités.

Ce document a été réalisé par Anders Lustgarten (Bretton Woods Project) en tant que résultat d'une mission de recherche en Egypte organisée par Counter Balance. Nous estimons qu'il s'agit d'une contribution importante au débat concernant l'avenir des opérations de la BEI en Afrique du Nord.

Graphiques et mise en page
FGD

Texte finalisé au 31 Decembre 2012



Table des Matières

Introduction:	
La Mafia du développement et le festin du Moyen-Orient	4
Le bilan déplorable des banques de “développement” en Afrique du Nord	7
Partenariats public-privé: un bref historique	11
Les PPP au Sud : qui dit que nous ne referons plus ce genre de choses ?	12
Qui aime encore les PPP ? Les personnes corrompues	15
Qui d'autre aime les PPP ? Les spéculateurs	17
Conclusion	19

SAUDI ARABIA YEMEN
MOROCCO EGYPT SYRIA
TUNISIA IRAN BAHRAIN
UNITED ARAB EMIRATE
LEBANON OMAN JORDAN
ISRAEL ALGERIA QATAR
KUWAIT LIBYA



IFFIS

Introduction: La Mafia du développement et le festin du Moyen-Orient

Deux ans ont passé depuis le Printemps arabe et les rues du Caire sont à nouveau pleines – mais cette fois, d'hommes d'affaires et de banquiers en quête de bonnes affaires. Faisant usage du même terme que celui employé par Hosni Moubarak pour justifier son règne autocratique, la Task Force "Egypte" de l'UE met l'accent sur le besoin de "stabilité économique". Elle promet aussi "qu'au plus les Etats mettront en œuvre des réformes, au plus ils peuvent espérer recevoir assistance et coopération de la part de l'Union européenne"¹. Mais qu'entendent-ils par réformes ? En septembre 2012, le gratin des dirigeants de plusieurs conglomérats plutôt controversés (Bechtel, Cargill, Raytheon) est arrivé en compagnie de la Chambre américaine de commerce afin de mener des opérations de lobbying économique². La Chambre de commerce avait exercé des pressions depuis 18 mois pour faciliter le paiement de pots de vin par des entreprises américaines³. D'après le ton des dernières négociations ("Les ministres ont tenu dans leurs remarques préliminaires à rassurer les investisseurs quant à la sécurité du climat d'investissement en Egypte"⁴), il semble bien que les entreprises aient peu de souci à se faire.

Et là où va l'argent des entreprises, l'argent des agences publiques "de développement" ne tarde pas à suivre. Le responsable de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat a annoncé l'approbation de 65 projets en Egypte pour une valeur de 114 millions d'euros. La Banque européenne d'investissement (BEI) a signé un contrat de 200 millions d'euros pour une nouvelle ligne de métro, ainsi qu'un contrat de 45 millions d'euros pour du "développement communautaire"⁵. Eu égard à ce qui s'annonce, ce ne sont pourtant que des gouttes d'eau dans l'océan. La BEI a annoncé toute une "réserve de projets" ainsi qu'un doublement de ses investissements en Egypte, portés ainsi à 1 milliard d'euros par an. Elle s'était déjà engagée à hauteur de 3,5 milliards d'euros vis-à-vis de l'Egypte et de la Tunisie d'ici 2013⁶. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a quant à elle laissé entendre qu'elle souhaitait

investir 2,5 milliards de dollars par an dans la région, la plus grosse partie de cet argent allant à l'Egypte⁷. Enfin, le plus important de tous est un prêt de 4,8 milliards de dollars, alloué par le FMI, en dépit d'une opposition étayée et persistante de la part de la société civile⁸.

Pour les partisans du prêt du FMI, ce dernier "sera un signe adressé aux investisseurs que les autorités gouvernementales entendent procéder aux réformes fiscales nécessaires"⁹. En fait de signe, il s'agit plutôt d'un feu vert donné à un pouvoir autocratique. Un jour après que le prêt du FMI a été approuvé, le président Morsi s'est accordé de larges pouvoirs comparables à ceux de Moubarak, parmi lesquels l'impossibilité d'annuler ou de contester en justice les décrets présidentiels (jusqu'à l'élection d'un nouveau parlement) ; la protection du Conseil de la Shura et de l'Assemblée constituante, dominée par les Islamistes, de toute dissolution judiciaire ; et "le droit exclusif de prendre toute mesure qu'il estime appropriée pour protéger l'unité nationale du pays, sa sécurité nationale et la révolution"¹⁰.

Ces actions de Morsi ont été décrites comme "une tyrannie présidentielle absolue... un coup d'Etat horrible contre la légitimité"¹¹. Des centaines de milliers d'Egyptiens ordinaires sont descendus dans les rues en signe de protestation, ce qui a conduit à la suspension (temporaire) d'une grande partie des nouveaux pouvoirs, non sans avoir préalablement coûté la vie à au moins dix personnes dans des heurts avec les forces de l'ordre et les partisans des Frères musulmans. De nombreux témoignages ont fait part de "salles de torture" utilisées par les Frères musulmans, dans lesquelles des centaines d'opposants ont été détenus, agressés physiquement et contraints à "confesser" avoir été payés pour mener des actions violentes¹²— des "confessions" dont Morsi a semble-t-il fait part à la télévision. Tout ceci rappelle de façon troublante les pratiques de l'ancien régime. Pour le New York Times,

1. Conor Molloy, 'EU talks politics, economics with Egyptians', Daily News Egypt, 14 novembre 2012, [http://dailynewsegypt.com/2012/11/13/eu-talks-politics-economics-with-egyptians/?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+DailyNewsEgypt+\(Daily+News+Egypt\)](http://dailynewsegypt.com/2012/11/13/eu-talks-politics-economics-with-egyptians/?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+DailyNewsEgypt+(Daily+News+Egypt))

2. <http://www.uschamber.com/press/releases/2012/september/us-chamber-lead-largest-ever-business-delegation-egypt>

3. Marian Wang, 'As Mideast Lashes out against Corruption, Chamber of Commerce Lobbies to Weaken Anti-Corruption Law', ProPublica, 25 mars 2011, <http://www.propublica.org/blog/item/as-mideast-lashes-out-against-corruption-chamber-of-commerce-lobbies-to-wea>

4. Mohamed El-Bahrawi, 'EU, Egypt Pact Signed', Daily News Egypt, November 13 2012, [http://dailynewsegypt.com/2012/11/13/eu-egypt-pact-signed/?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+DailyNewsEgypt+\(Daily+News+Egypt\)](http://dailynewsegypt.com/2012/11/13/eu-egypt-pact-signed/?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+DailyNewsEgypt+(Daily+News+Egypt))

5. <http://www.eib.org/projects/press/2012/2012-161-egypt-eib-lends-eur-200m-for-the-cairo-metro-line-and-eur-45m-for-community-development.htm>

6. <http://www.eib.org/about/news/commission-and-eib-presidents-visit-egypt.htm>

7. <http://www.ebrd.com/english/pages/news/press/2012/121105b.shtml>

8. 'Egyptian political groups demand halt to IMF loan talks', Ahram Online, 12 Nov 2012, <http://english.ahram.org.eg/News/57873.aspx>

9. Maggie Hyde and Amira Saleh-Ahmed, 'Sealing the deal: Egypt closest it's been to securing IMF loan', Egypt Independent, November 20 2012, <http://www.egyptindependent.com/news/sealing-deal-egypt-closest-it-s-been-securing-imf-loan>

10. Heba Afify, Amira Ahmed et Lina Attalah, 'The president's new powers', Egypt Independent, 23 novembre 2012, <http://www.egyptindependent.com/news/president-s-new-powers>

11. Amr Hamzawy, quoted in David Kirkpatrick and Mayy El Sheikh, 'Citing Deadlock, Egypt's Leader Seizes New Power and Plans Mubarak Retrial', NewAmrHamzawy, cité par David Kirkpatrick and Mayy El Sheikh, 'Citing Deadlock, Egypt's Leader Seizes New Power and Plans Mubarak Retrial', New York Times, 22 novembre 2012, http://www.nytimes.com/2012/11/23/world/middleeast/egypts-president-morsi-gives-himself-new-powers.html?nl=todaysheadlines&emc=edit_th_20121123

12. Mohamed El-Garhi, 'Al Masri Al Youm goes inside the Brotherhood's torture chambers', Egypt Independent, 7 décembre 2012, <http://www.egyptindependent.com/news/al-masry-al-youm-goes-inside-brotherhood-s-torture-chambers>

Ce qui s'est passé mercredi rappelle les tactiques du président déchu, Hosni Moubarak, qui voyait souvent derrière l'opposition une conspiration de "mains cachées" et déployait des voyous habillés en civil et agissant hors la loi pour punir ceux qui le défiaient. La différence est que les hommes de main d'aujourd'hui sont guidés davantage par l'attitude moralisatrice issue de leur idéologie religieuse que par l'argent"¹³.

Le calendrier choisi par Morsi pour se muer en Moubarak ne doit rien au hasard. Comme le fait observer Sabry Hefez, "le timing de cet amendement constitutionnel pour l'Égypte représente un écran de fumée pour faire adopter le prêt impopulaire du FMI — un prêt qui liera l'Égypte au même système de corruption et de pillage que sous l'ancien régime"¹⁴. Notamment parce que l'argent ira directement aux créanciers. Pour Amr Adly, de la Egyptian Initiative for Personal Rights, "on peut affirmer sans crainte de se tromper que le prêt du FMI ne contribuera qu'à la marge à la relance de l'économie égyptienne. Il risque plutôt d'entraîner l'Égypte dans une spirale d'endettement public qui va aggraver sa crise fiscale et financière, compromettant ainsi toute véritable possibilité de démocratisation"¹⁵.

Bien qu'il ait été reporté temporairement à la suite des manifestations de grande ampleur qui ont empêché Morsi de passer en force selon ses conditions, le prêt du FMI aura eu deux conséquences. La première est d'avoir relancé le cycle de création de nouvelles dettes pour rembourser les anciennes, tout en éludant de façon délibérée un débat fondamental sur la légitimité de la dette contractée sous Moubarak et quelle part de celle-ci est "odieuse", c'est-à-dire accumulée par un régime plutôt que par une nation, et qu'il ne revient dès lors pas à la nation de rembourser. La

deuxième est d'avoir permis aux marchés internationaux de donner leur aval aux plans de Morsi visant à mettre en œuvre l'agenda politique le plus à la mode de nos jours : un programme brutal d'austérité. Comme le dit Hesham Sallam, "le gouvernement égyptien... se prépare à emprunter le chemin d'une libéralisation économique qui débouchera probablement sur des troubles sociaux et des contestations qui requerront une présidence impériale à responsabilité limitée"¹⁶. La toute première loi que Morsi a fait adopter lui a donné le droit de nommer la direction de la Fédération égyptienne des syndicats, une tentative limpide de restaurer le contrôle des travailleurs par l'État en vigueur à l'époque pré-révolutionnaire¹⁷.

Le rôle du FMI (qui pour toute réponse aux actions de Morsi a ignoré les tueries tout en insistant sur le maintien des conditionnalités économiques¹⁸) ne devrait pas constituer une surprise étant donné que les institutions financières internationales sont indispensables au maintien de la domination par une élite dans les pays pauvres¹⁹. Elles fournissent aux élites des nations pauvres un soutien financier et un accompagnement idéologique sur les besoins du capitalisme néo-libéral, par un processus auquel elles font référence, de façon distante mais cocasse, sous le nom d'"assistance technique". Mais par-dessus tout, ces banques veillent à assurer un climat d'investissement idéal pour les entreprises, les sociétés privées de capital-risque et les fonds d'investissement spéculatif : pas de contrôle des capitaux, de la dérégulation (et une nouvelle régulation pro-entreprises), de l'optimisation fiscale, des subventions et des garanties de bénéficiaires²⁰. L'influence que cette élite relativement réduite exerce dans la privatisation du développement lui vaut un nouveau qualificatif, déjà suggéré par certains : la "Mafia du développement"²¹.

13. David Kirkpatrick, 'Morsi's Opponents Describe Abuse by President's Allies', New York Times, 10 décembre 2012, http://www.nytimes.com/2012/12/11/world/middleeast/allies-of-egypts-morsi-beat-protesters-outside-palace.html?nl=todaysheadlines&emc=edit_th_20121211&r=0

14. <http://www.aljazeera.com/programmes/insidestory/2012/11/20121112482649205402.html> Debate on Al-Jazeera's 'Inside Story' show, 24 novembre 2012

15. Amr Adly, 'The IMF in Egypt: Revolution or Coming Full Circle?', Bretton Woods Project, 26 novembre 2012, <http://brettonwoodsproject.org/art-571539>

16. Hesham Sallam, 'Morsi and the 'nationalisation' of the revolution', Egypt Independent, 22 novembre 2012, <http://www.egyptindependent.com/opinion/morsy-and-%E2%80%9Cnationalization%E2%80%9D-revolution>

17. 'Morsi issues law paving way for state control of trade federation', Egypt Independent, Nov 26 2012, <http://www.egyptindependent.com/news/morsy-issues-law-paving-way-brotherhood-control-trade-federation> Trade unions claim the Brotherhood's "attitude to workers, trade unions and economic and social rights is even more hostile," than Mubarak's, and the labour minister "actively incited employers and management against protesting workers."

'Egypt: Brotherhood Targets Trade Unions', Al-Akbar English, October 28 2012, <http://english.al-akbar.com/content/egypt-brotherhood-targets-trade-unions>

18. "Consideration of the agreement by the IMF Executive Board will require that there is no major change in the economic outlook and implementation plans," said a spokeswoman. <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/3/12/59283/Business/Economy/IMF-Morsis-decree-will-have-no-effect-on-loan-appr.aspx>

19. See James Ferguson, *The Anti-Politics Machine*, 1994, about the World Bank's systematic misdiagnosis of Lesotho and the failed policies it enforced on its state and people; *Structural Adjustment: the SAPRI Report. the Policy Roots of Economic Crisis, Poverty and Inequality*, The Structural Adjustment Participatory Review International Network (SAPRIN), Zed Books, 2004; *World Bank-IMF support to dictatorships*, Eric Toussaint, CADTM, 2004, <http://cadtm.org/World-Bank-IMF-support-to>; *La banca dei ricchi. Perché la World Bank non ha sconfitto la povertà*, Luca Manes e Antonio Tricarico, *Altreconomia*, 2008; *Unmasking the IMF. The post-financial crisis imperative for reform*, Jubilee USA, 2012

20. See Nicholas Shaxson, *Treasure Islands: Tax Havens and the Men Who Stole the World*, (London: Bodley Head), 2011; TASC, *Tax Injustice: Following the Tax Trail*, October 4 2012, <http://eurodad.org/1543701/>

21. L'expression "Mafia du développement" est largement utilisée dans le Sud, non pour faire référence explicitement à la criminalité (bien que la liste soit longue des scandales impliquant les IFI ces dernières années), mais à la collaboration coercitive entre les IFI, les gouvernements occidentaux (et de temps en temps) les élites des pays en développement pour imposer des politiques en faveur des marchés sur des populations réfractaires. Il s'agit d'un processus qui met en place des "solutions" qui servent les intérêts de ceux qui les promeuvent, avec des menaces subtiles de représailles si les propositions ne sont pas suivies, et qui ressemble de façon frappante à l'approche coercitive traditionnelle utilisée par la Mafia. Pour ceux en Europe qui ne seraient pas familiers du discours du développement, la langue employée pour faire respecter l'austérité ("nous n'avons pas le choix", "les factures doivent être payées") et les menaces sous-entendues ("nous serons punis par les marchés", "l'argent du renflouement va être retenu et les gens vont mourir de faim") est similaire : le développement est de retour chez lui. On retrouve des exemples de l'utilisation du concept de "Mafia du développement" dans : *Three Mistakes by the Development Mafia*, *Economic Times*, 10 novembre 2010, http://articles.economicstimes.indiatimes.com/2010-11-11/news/27584034_1_gram-sabha-villagers-development; et Faisal Hashmi, *Exposing Global Development Racket*, <http://www.iosworld.org/exposing%20global%20development%20racket.htm>. De plus, plusieurs auteurs, y compris des cercles de réflexion gouvernementaux du Sud, ont fait référence de façon répétée aux gouvernements du Nord et à leurs institutions financières de développement en tant que "colonisateurs" perpétrant des violations contre les pays pauvres dans le Sud dans l'intérêt des économies avancées. Parmi différents textes récemment publiés : *Ending aid dependence*, Yash Tandon, South Centre, 2008; *Development and globalization: Daring to think differently*, Yash Tandon, Fahamu Ltd., 2009; *Aid to Africa: Redeemer or colonizer*, Hakima Abbas and others, Pambazuka Press, 2009; *The trouble with Aid. Why less could mean more for Africa*, Jonathan Glennie, Zed Books 2008. Jonathan Glennie, Zed Books 2008.

En Egypte, la Mafia du développement est à l'œuvre depuis des décennies. La BEI, le FMI et l'International Finance Corporation (IFC), la pom-pom girl du secteur privé de la Banque mondiale, se sont tous montrés conciliants envers la dictature de Moubarak. La BEI et l'IFC ont investi dans des fonds dont Gamal Moubarak, le fils du président, était un bénéficiaire indirect. Aujourd'hui, après s'être proclamée "amie de la révolution", la Mafia du développement se trouve à l'avant-garde d'une nouvelle vague d'entreprises rapaces. Un élément clé des propositions de réforme du nouveau gouvernement, approuvé par le FMI, serait un taux d'imposition forfaitaire de 25 % sur toutes les activités commerciales. Ce taux remplacerait le système existant, dans lequel 25 % constitue le taux d'imposition le plus bas. Ces mêmes 25 % constitueraient également le taux d'imposition pour les particuliers, le fardeau de l'augmentation se répartissant sur ceux disposant d'un revenu modeste. L'analyste Reda Issaa a qualifié ce plan de "risible". "Il n'y a aucune différence avec les politiques économiques de Moubarak"²².

Au même moment, les formes que prennent les privatisations au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont plus envahissantes que lors des précédentes vagues dans les pays en développement. Alors que les ventes forcées menées sous l'impulsion des institutions financières internationales (IFI) dans les pays de l'ancien bloc soviétique après 1989²³ avaient trait à la privatisation d'actifs particuliers, les pays du Printemps arabe vont être soumis à la privatisation d'une classe entière d'infrastructures – de futurs systèmes de gestion de l'eau et de l'énergie. Le procédé pour atteindre cet objectif porte le nom de partenariat public-privé (PPP), un moyen de développement hautement controversé et destructeur dont témoigne une longue histoire d'échecs dispendieux.

go to battle that gives us hope the Development Mafia may not find the Great Middle East Beanfeast readily digestible.

L'essence du capitalisme financier moderne repose dans le transfert total des actifs publics entre des mains privées, tout en rétrocédant au secteur public le risque associé à ces actifs. Les pays du Printemps arabe sont l'une des dernières régions où les actifs publics n'ont pas encore été entièrement vendus à des entités privées, et ils constituent en tant que tel un "grand festin du Moyen-Orient" pour la Mafia du développement.

Cependant, contrairement à ce qui s'est passé en 1989, le festin ne pourrait pas être aussi facile à préparer que certains l'espèrent. Tout d'abord, les populations ont déjà vu le film "Privatisation", et ils savent qu'à moins d'être Roman Abramovitch, il ne se termine pas vraiment en happy end. En Égypte, après la corruption notoire du régime Moubarak, le terme même de privatisation est devenu un gros mot, et les citoyens sont déterminés à ne pas se laisser faire et à se battre. Le Printemps arabe a été une tentative d'arracher à une élite corrompue le contrôle du pouvoir et des ressources publiques pour les placer sous un contrôle plus démocratique. Le fait qu'une nouvelle élite (dont une bonne part est une relique de l'ancienne) tente à présent de récupérer le Printemps arabe – et l'on a vu des manifestants au Caire porter des banderoles dénonçant expressément "Mohammed Morsi Moubarak", quand bien même Morsi prétend "préserver l'esprit de la révolution"²⁴ – a amené le peuple égyptien à descendre à nouveau dans la rue pour protéger sa révolution. C'est la constance de ce courage et de cette volonté de lutter qui nous font espérer que le grand festin du Moyen-Orient pourra ne pas être aussi facile à digérer que la Mafia du développement l'avait espéré.

Le bilan déplorable des banques de "développement" en Afrique du Nord

La Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale étaient profondément liées aux dictatures d'avant le Printemps arabe. Dans la décennie qui a précédé le renversement de Moubarak, la BEI a investi 15,5 milliards d'euros dans la région du Moyen-Orient/Afrique du Nord, soit deux fois plus que dans toute autre région hors d'Europe²⁵. Les deux plus importants bénéficiaires des largesses de la BEI étaient également les deux endroits dans lesquels le ressentiment populaire envers les élites dictatoriales mena à leur chute : l'Égypte,

avec pas loin de 4 milliards d'euros²⁶, et la Tunisie, avec 3,5 milliards d'euros²⁷. Le Maroc, une monarchie constitutionnelle dans laquelle le Roi détient le pouvoir exécutif et où eurent également lieu des manifestations, était quant à lui le troisième bénéficiaire, avec environ 3 milliards d'euros. Aucun autre pays dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord n'a reçu plus d'1,5 milliard d'euros. Le Groupe de la Banque mondiale a prêté 17 milliards de dollars à la région pendant la même période²⁸.

22. Maggie Hyde and Amira Salah-Ahmed, 'Egypt's economic reform plan: Revolutionary social justice, or more of the same?', Egypt Independent, 29 novembre 2012 <http://www.egyptindependent.com/news/egypt-s-economic-reform-plan-revolutionary-social-justice-or-more-same>

23. Voir Naomi Klein, *The Shock Doctrine*, (London: Penguin), 2007, chaps. 11-12; Joseph Stiglitz, *Globalisation and its Discontents*, (Washington DC: W.W. Norton), 2002

24. Kareem Fahim et David Kirkpatrick, 'Clashes Break Out After Morsi Seizes New Power in Egypt', *New York Times*, 23 novembre 2012, http://www.nytimes.com/2012/11/24/world/middleeast/amid-protest-egypts-leader-defends-his-new-powers.html?nl=todaysheadlines&emc=edit_th_2012112426. <http://www.eib.org/projects/loans/regions/index.htm?start=2000&end=2011>

25. <http://www.eib.org/projects/loans/regions/index.htm?start=2000&end=2011>

26. Total des projets financés en Égypte 2000-2011: €3,876,179,235. <http://www.eib.org/projects/loans/regions/mediterranean-countries/eg.htm?start=2000&end=2011§or>

27. Total des projets financés en Tunisie 2000-2011: €3,457,791,000. <http://www.eib.org/projects/loans/regions/mediterranean-countries/tn.htm?start=2000&end=2011§or>

28. World Bank Group, total of signed, open and closed projects for the MENA region between 2000 and 2011 agglomerated, results exported into Excel and total amount (IBRD+IDA) of US\$17.054 billion Excel and total amount (IBRD+IDA) of US\$17.054 billion

Et donc, lorsque la BEI et ses acolytes font désormais référence au développement "démocratique de la région"²⁹, il faut garder à l'esprit que ces banques ont prêté plus sous les anciens dictateurs d'Afrique du Nord (et à certains moments, à des intérêts proches de ces dictateurs) qu'à n'importe quel autre régime, et que les justifications avancées à l'époque pour agir ainsi sont les mêmes que celles qu'elles avancent aujourd'hui. Par exemple, une enveloppe financière pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord, commune entre la BEI, la Banque mondiale et la Commission européenne, affirme qu'elle "servira à appuyer les réformes institutionnelles et économiques, les projets liés aux droits de l'homme et à la démocratie, la lutte contre la pauvreté, l'éducation et la formation"³⁰.

Pendant toutes ces années, loin de promouvoir les droits de l'homme et la démocratie, les régimes en place furent des kleptocraties criminelles qui détournèrent des sommes colossales des caisses de l'Etat vers des intérêts privés grâce à des privatisations illicites. Le Egyptian Centre for Economic Studies estime que sur les 104 milliards de dollars d'actifs publics privatisés sous Moubarak, le trésor égyptien n'en a reçu que 9,6 milliards³¹. Les licenciements et les troubles causés par ces privatisations sont cités par beaucoup – notamment par les militaires égyptiens – comme un des principaux moteurs de la révolution.

Idéologiquement et financièrement, c'est la Mafia du développement qui a conduit le programme de privatisations. En 2010, le FMI a avalisé la politique menée par le régime de Moubarak, la qualifiant de "cinq années de réformes et de politiques macro-économiques prudentes", tout en appelant de ses vœux "une reprise des privatisations, ainsi qu'une augmentation du rôle joués par des PPP élaborés avec soin et dont les prix seraient fixés de façon adéquate"³². La même année, une mission du FMI félicita le régime de Khadafi pour son programme visant à supprimer 340.000 emplois dans le secteur public et recommanda que le processus "soit accéléré", avant d'ajouter que "la mission souhaiterait remercier les autorités pour leur excellente coopération et leur hospitalité"³³.

Bien que les ONG aient averti depuis des années que les privatisations aggravent la pauvreté et mettent de

nombreux services essentiels hors de portée des gens ordinaires³⁴, la Banque mondiale (en partenariat avec USAID et la Banque africaine du développement) a prêté des milliards au bénéfice du programme égyptien de privatisations³⁵. L'IFC a consacré presque 50 milliards de dollars à ce qui est probablement la plus honnie de toutes les privatisations de Moubarak, à savoir la vente à prix dérisoire du grand magasin Omar Effendi à un investisseur saoudien³⁶. Après la révolution, le contrat Omar Effendi – qui a coûté au Trésor une somme estimée à 100 milliards de dollars et leur emploi à 2.000 travailleurs – a été annulé par la Cour administrative, qui a qualifié le ministre de l'investissement de Moubarak, Mahmoud Mohieldin de "partie responsable"³⁷. La Banque mondiale a donc tout naturellement engagé Mohieldin en tant que directeur. Pour l'ancien patron de celle-ci, Robert Zoellick, ce dernier est un "réformateur infatigable" et un "jeune leader exceptionnel"³⁸. La Banque mondiale a refusé trois demandes émanant du Government Accountability Project concernant la déclaration d'intérêts de Mohieldin.

Il n'y a pas que la Banque mondiale qui entretenait de telles relations avec les héritiers de Moubarak. En 2010, la BEI a investi 50 milliards d'euros dans le Fonds d'infrastructure InfraMed, "le plus grand fonds d'infrastructure dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord... conçu pour promouvoir, dans un environnement de marché, les investissements de capitaux dans les projets d'infrastructure liés à la ville, l'énergie et les transports"³⁹. Au lancement du fonds, la BEI annonça qu'un conseil stratégique avait été mis en place pour fournir au gestionnaire du fonds "des conseils et des orientations stratégiques sur le développement global" du fonds⁴⁰. Et qui a été choisi pour présider ce conseil stratégique ? Personne d'autre que Mohamed Rachid, le ministre du commerce et de l'industrie de Moubarak.

Rachid a été ultérieurement inculpé pour plusieurs chefs d'accusation, entre autres pour enrichissement, gaspillage et abus de fonds publics. Il a été jugé par contumace sur cette base et déclaré coupable. Pour le dernier chef d'accusation, il a été condamné à 15 ans de prison et au paiement d'une amende de 237 millions de dollars⁴¹. Au total, il a écopé de trois condamnations pour un total de 35 ans de prison⁴². En mars 2012, moins de deux ans après que la BEI eut accepté la désignation de

29. E.g. <http://www.eib.org/about/news/commission-and-eib-presidents-visit-egypt.htm> PR 27.7.2011

30. EuroPolitics, 'EU/Mediterranean States: EU to put up Euro 1.2 billion co-operation funding', il faut <http://www.europolitics.info/eu-mediterranean-states-eu-to-put-up-euro-1-2-billion-co-operation-funding-art181560-44.html>

31. <http://www.eces.org.eg/>

32. Adam Hanieh, 'Egypt's Orderly Transition? International Aid and the Rush to Structural Adjustment', Jadaliyya, 29 May 2011, [http://www.jadaliyya.com/pages/index/1711/egypts-%E2%80%98orderly-transition%E2%80%99-international-aid-and-Patrick Bond, 'Neoliberal threats to North Africa', Review of African Political Economy, 38:129, 481-495 \(2011\), http://dx.doi.org/10.1080/03056244.2011.602546](http://www.jadaliyya.com/pages/index/1711/egypts-%E2%80%98orderly-transition%E2%80%99-international-aid-and-Patrick-Bond,-%20Neoliberal-threats-to-North-Africa%20Review-of-African-Political-Economy%2038%3A129-481-495-%202011%20http://dx.doi.org/10.1080/03056244.2011.602546) cité tous les deux dans David Hall, Business as Usual: International Promotion of PPPs in North Africa, Public Services International Research Unit, May 2012, <http://www.psir.org/reports/business-usual-international-promotion-ppps-north-africa>

33. IMF 2010 Preliminary Conclusions of the Mission to Libya, octobre 2010, <http://www.imf.org/external/np/ms/2010/102810.htm>

34. Voir par exemple War On Want, Profiting from Poverty: Privatisation Consultants, DFID and Public Services, 2004

35. <http://theglobalrealm.com/2011/04/12/privatisation-aided-egypt-revolt-army-says/>

36. <http://www.ifc.org/ifcext/spiwebsite1.nsf/0/D257B6C533749396852576BA000E29DF>

37. <http://www.whistleblower.org/blog/31-2010/1437-egypt-privatization-a-the-sordid-tale-of-world-bank-managing-director-mahmoud-mohieldin>

38. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:22695283-pagePK:64257043-piPK:437376-theSitePK:4607,00.html>

39. www.eib.org/attachments/infamed-note-de-presentation-en_fin.pdf

40. <http://www.eib.org/about/press/2010/2010-078-lancement-du-fonds-dinfrastructure-infamed.htm>

http://www.eib.org/attachments/infamed-note-de-presentation-en_fin.pdf

41. Jurist legal news & research, <http://jurist.org/paperchase/2011/09/egypt-court-sentences-former-mubarak-associates-on-corruption-charges.php>

42. The New York Times, 'Steel tycoon with links to a Mubarak is sentenced', <http://www.nytimes.com/2011/09/16/world/middleeast/egypt-sentences-mubarak-era-tycoon-ahmed-ezz-to-prison.html>

moins de deux ans après que la BEI eut accepté la désignation de Rachid en tant que président du conseil stratégique, la Commission européenne prononça des sanctions à son encontre et ordonna aux Etats membres de saisir ses avoirs⁴³. (La BEI doit toujours expliquer pourquoi elle s'était montrée disposée à approuver la désignation de Rachid en tant que président du conseil stratégique).

Mais ce ne sont ici que les prémices de la participation de la BEI et de l'IFC au régime de Moubarak. L'un des co-investisseurs dans InfraMed est la reconnue banque d'investissement égyptienne EFG Hermes⁴⁴. Egalement de notoriété publique est le fait que Gamal Moubarak détenait une participation de 18 % au sein de EFG Hermes Private Equity (EHPE), une filiale de la banque, par l'intermédiaire de Bullion, un fonds offshore établi à Chypre (il la détenait depuis 1997⁴⁵ et avait révélé l'information lors d'une émission de débat télévisé égyptienne⁴⁶).

Bien que la valeur de la participation en tant que telle soit relativement modeste, ce qui constitue une source de préoccupation plus immédiate est qu'InfraMed décrit sa relation avec EHPE comme « privilégiée ». EHPE a signé « une convention de conseils et de co-investissement » en rapport avec les fonds de co-investissement d'InfraMed en Egypte, y compris un fonds en monnaie locale, InfraEgyp⁴⁷. Gamal Moubarak serait ressorti clairement gagnant de cet arrangement via les frais de gestion et de conseil que EFG Hermes PE aurait facturés à InfraMed.

Mais surtout, la possibilité est réelle que l'influence politique de Gamal ait pu être utilisée afin de garantir que les compartiments égyptiens de ces fonds puissent prospérer. Pourquoi donc la BEI, qui prétend avoir « une tolérance zéro à l'égard de la fraude ou de la corruption⁴⁸ » et dont la politique anti-fraude comprend une « diligence raisonnable » envers les « personnes politiquement exposées »⁴⁹ (PEP), investit-elle dès lors dans des fonds liés au fils du président ? Pourquoi la

BEI marqua-t-elle son accord à un fonds duquel Gamal Moubarak aurait pu profiter en sa qualité de gestionnaire de ses co-investissements égyptiens ? Serait-ce dû au fait qu'elle a signé en 2001 une convention de co-investissement avec EFG pour investir apparemment dans tous les fonds de placement de EFG⁵⁰ ? N'était-elle pas inquiète de la possibilité que des avantages illégaux ou tirés de la corruption puissent bénéficier à ses fonds ou aux PEP en question, pas seulement après les investissements EFG Hermes, mais aussi avant ? A-t-elle enquêté sur ces possibilités, que ce soit avant d'investir dans InfraMed ou depuis lors, et si oui, va-t-elle rendre les résultats publics ?

La BEI a réalisé quatre investissements en capital distincts dans EFG Hermes de 2000 à 2005, pour un total de plus de 70 millions d'euros⁵¹, et elle a aussi invité de hauts responsables de EFG à s'exprimer lors de conférences⁵². L'IFC est même allé plus loin en offrant à EFG pas loin de 300 millions de dollars en quatre tranches entre 2000 et 2010 « pour contribuer au développement des marchés de capitaux régionaux »⁵³. On ne sait pas très bien de quelle façon ce « développement régional des capitaux » s'est déroulé, toujours est-il que les deux dirigeants de EFG Hermes sont en train d'être jugés avec les frères Moubarak pour des manipulations présumées d'actions⁵⁴.

Ce qui est néanmoins manifeste, c'est que les banques « de développement » ont joué un rôle majeur, non seulement en finançant les despotes du Moyen-Orient, mais aussi en les légitimant. Elles ont fourni ce que EFG Hermes, appelait, en faisant référence à son propre cas, « une marque de confiance... de la part d'une institution réputée comme la BEI⁵⁵ ». Du point de vue des élites des pays en développement, c'est à fournir cette « marque de confiance » et la protection politique et financière qui l'accompagnent que servent la BEI et ses semblables. Et même si certaines des élites les plus rapaces ont été renversées lors d'explosions de rage populaire, les banques sont de retour avec un nouveau tour dans leur sac.

43. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2011:076:0063:0067:EN:PDF>

44. http://www.inframed.com/cms/EFG_Hermes.html?PHPSESSID=2bc5b5431df737032f192e96f3806351

45. <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/3/12/43391/Business/Economy/EFGHermes-plays-down-Mubarak-connections-Statement.aspx>;

46. Wikileaks, <http://wikileaks.poliisi.mobi/cable/2006/04/06CAIRO2010.html#l1> Al Ahram Weekly 'Re-Introducing Gamal Mubarak', <http://weekly.ahram.org.eg/2006/788/eg3.htm> Mar-Apr 2006

47. http://www.inframed.com/Management_Team-InfraEgypt_Cairo_Team.html

48. <http://www.eib.org/about/cr/anti-fraud/index.html>

49. http://www.eib.org/attachments/strategies/anti_fraud_policy_20080408_en.pdf, para. 19

50. http://www.efg-hermes.com/English/files/pdf/EFG-Hermes_204Q_202000_20Newsletter.pdf

51. <http://www.eib.org/projects/press/2000/2000-092-eur-15-mio-for-information-technology-in-jordan.htm?lang=-en>;

<http://www.eib.org/projects/press/2001/2001-021-eur-36-mio-for-smaller-sized-enterprise-and-environment-investment-in-egypt.htm?lang=-en>;

<http://www.eib.org/projects/press/2002/2002-025-eur-25-mio-for-private-sector-projects-in-egypt.htm?lang=-en>;

<http://www.eib.org/projects/press/2005/2005-147-femip-eur-25-million-risk-capital-facility-for-developing-egyptian-private-sector-companies-htm?lang=-en>

52. http://www.eib.org/attachments/general/events/pres_marseille.pdf

53. <http://www.ifc.org/ifcext/spiwebsite1.nsf/ProjectDisplay/SPI10731>

<http://www.ifc.org/ifcext/spiwebsite1.nsf/ProjectDisplay/SPI24586>

http://www.ifc.org/ifcext/spiwebsite1.nsf/ProjectDisplay/SPI_DP25148

http://www.ifc.org/ifcext/spiwebsite1.nsf/ProjectDisplay/SPI_DP28833

54. <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/3/12/43295/Business/Economy/BREAKING-EFGHermes-heads-to-stand-trial-alongside-.aspx>

; <http://www.bbc.co.uk/news/world-18268142>

55. http://www.efg-hermes.com/English/files/pdf/EFG-Hermes_204Q_202000_20Newsletter.pdf

**PRIVATE
EQUITY**

IHIS



ats public-privé : un bref historique

Les partenariats public-privé ont été inventés au Royaume-Uni et furent popularisés par le New Labour de Gordon Brown. L'un des objectifs de Brown était de maintenir les paiements "hors du budget" et en-dessous du seuil des dépenses fixé par le Pacte de croissance et de stabilité. En théorie, ce report d'ajustement des coûts de certains projets devait permettre plus d'investissements dans les services publics, tandis que le secteur privé supporterait une partie des risques liés à l'investissement (l'essence même du "partenariat") et apporterait un niveau d'efficacité dont l'Etat n'était pas censé être capable⁵⁶.

Dans la pratique, les PPP incarnent de façon sublime la fonction du capitalisme financier du 21^e siècle : le transfert des biens publics entre des mains privées. Comme l'a démontré David Hall, les PPP ne peuvent pas mobiliser des fonds de façon plus avantageuse que le secteur public et ont des coûts d'approvisionnement plus élevés que d'autres options ; ils ne sont pas plus efficaces pour fournir des projets à temps et dans les limites d'un budget établi ; ils n'élaborent pas des conceptions innovantes ; et enfin, ils ne présentent pas un bon rapport coûts-bénéfices⁵⁷.

Le Financial Times a calculé que rien que pour les coûts du capital, "le contribuable paie plus de 20 milliards de livres" supplémentaires" en coûts d'emprunt – soit l'équivalent de plus de 40 nouveaux hôpitaux de taille importante – pour les 700 projets que les gouvernements successifs ont acquis dans le cadre de la « private finance initiative » [une forme britannique de PPP]. De plus, les avocats, les financiers et autres consultants ont gagné au minimum la somme de 2,8 milliards de livres en frais et honoraires dans la décennie écoulée, et plus probablement au-delà de 4 milliards de livres"⁵⁸.

Les coûts sont souvent largement gonflés : un quasi doublement des coûts, comme pour CUPOVZ, la station d'épuration des eaux usées de Zagreb, est assez habituel⁵⁹. Alors que la BEI elle-même fait une large promotion des PPP, un de ses rapports a conclu que les PPP pour des projets routiers sont en moyenne 24 % plus

coûteux que les projets menés dans un cadre public⁶⁰. Au Portugal, le coût de 800 millions d'euros pour deux PPP routiers a dépassé la totalité des 700 millions d'euros du budget des transports. Ce n'est d'ailleurs pas une coïncidence si la plus grosse partie des PPP européens ont vu le jour au Royaume-Uni, au Portugal, en Espagne, en Grèce et en Irlande, tous des Etats qui à la suite de leur engagement néo-libéral sans faille partagent désormais une caractéristique commune : ils sont tous en faillite⁶¹.

A cause du report des dépenses, le véritable coût des PPP ne peut apparaître au grand jour que bien plus tard. Un rapport commandé par la BERD a ainsi conclu que "ces contrats, s'ils sont mal gérés, sont un instrument puissant pour maintenir des dépenses publiques hors du bilan comptable, pour les sous-évaluer et pour biaiser les décisions en faveur du montage de PPP⁶²". Le refinancement ou la souscription de nouveaux emprunts meilleurs marchés une fois la construction terminée constituent souvent de nouvelles opportunités pour des entreprises rapaces : le rendement des investisseurs sur les hôpitaux de Norwich et de Norfolk a bondi de 19 % à 60 % après un refinancement, sans que ce dernier n'apporte de réel avantage à la population⁶³. La combinaison entre gonflement des coûts et bénéfices garantis a conduit à ce que dans certains cas, les citoyens continueront à payer pour des routes et des hôpitaux abandonnés, des années et des années après la fin de ces projets.

L'argument le plus important est que l'idéologie du PPP ignore une réalité simple : il n'y a pas de partage des risques, et dès lors pas de "partenariat". Les gouvernements "encouragent" les entreprises privées à participer à des PPP à l'aide d'incitants de toutes sortes : des subventions, des bénéfices garantis, des niveaux faibles de capital-investissement, des règles de sortie souples. Ils font cela en partie parce qu'ils construisent des infrastructures essentielles, celles dont la réalisation ne peut ni échouer, ni ne pas aboutir, mais aussi et surtout parce qu'ils ont tellement adhéré idéologiquement aux PPP qu'ils doivent prouver que ces derniers "fonctionnent" même quand ce n'est pas le cas. Ceci est un bel exemple d'un ruban de Möbius tautologique.

56. Andrew Bowman et Michael Pooler, 'Infrastructure Finance as an Extractive Industry (or, Tollbooth Capitalism)', Centre for Research on Socio-Cultural Change, présentation fait le 27 novembre 2012

57. David Hall: 'Briefing on Public-Private Partnerships (PPPs)', EPSU, décembre 2011, http://www.epsu.org/IMG/pdf/factsheetPPPs_EN.pdf ; 'More public rescues for more private finance failures',

58. Nicholas Timmins et Chris Giles, 'Private finance costs taxpayer £20 billion', Financial Times, 11 août 2011, <http://www.ft.com/cms/s/0/65068d1c-bdd2-11e0-babc-00144feabdc0.html#ixzz2DQWqpNIN>

59. <http://bankwatch.org/documents/PPPs/PPP-Zagreb-wastewater.pdf>

60. Référencé dans Robert Bain, Review of Lessons Taken From Completed PPP Projects, European Investment Bank, mai 2009, disponible sur demande auprès de la BEI

61. David Hall, 'PPPs: Historical Truths and Economic Myths', University of Greenwich, Public Services International Research Unit, mai 2012, http://wien.arbeiterkammer.at/bilder/d183/PPPs_David_Hall.pdf

62. <http://bankwatch.org/public-private-partnerships/background-on-ppps/build-now-pay-heavily-later>

63. <http://bankwatch.org/public-private-partnerships/background-on-ppps/excess-profits-through-refinancing>

Un rapport du Centre for Research on Socio-Cultural Change a définitivement cassé le mythe des PPP ferroviaires en montrant que les bénéfices réalisés par des entreprises ferroviaires dans le cadre de PPP dépendent de manière écrasante de subventions publiques (après la privatisation, l'investissement public dans le rail a augmenté de 700 %) ; que les entreprises ferroviaires n'investissent que peu ou pas du tout de capital propre ; qu'elles détiennent les franchises dans des structures de titrisation offshore ; qu'elles repoussent les paiements aux pouvoirs publics et prennent le large avant de devoir commencer à payer, ce qui conduit à de graves déficits de recettes ; et que même après tout cela, l'Etat est tellement intoxiqué par l'idéologie selon laquelle "secteur privé = mieux" qu'il falsifie le système (par exemple en abandonnant les redevances d'accès au réseau) de façon à ce que les PPP soient perçus comme des réussites. Comme le suggère le titre du rapport, "The Great Train Robbery", ceci n'est pas un partenariat – c'est un acte de pillage pur et simple⁶⁴.

Grâce aux PPP, le secteur privé exploite avec cynisme la lâcheté idéologique de l'Etat et sa dépendance envers la construction effective d'infrastructures. Rien n'illustre mieux ce cynisme que le fiasco de Metronet. Alors responsable de la maintenance de neuf lignes du métro de Londres, Metronet a été placé sous administration judiciaire en 2007 après avoir obtenu plus de 3 milliards de livres en paiements ainsi que 2 milliards de livres supplémentaires sous forme de garantie

publique pour couvrir 95 % de ses emprunts – en sus des coûts encourus par le secteur public pour reprendre les opérations du métro. Metronet était parfaitement au courant que le métro était absolument vital pour le gouvernement et a donc agi en conséquence. Dans un réquisitoire accablant, le Transport Select Committee a conclu que :

L'incapacité de Metronet à fonctionner de façon efficace et économique prouve que le secteur privé peut échouer dans ses objectifs dans des proportions spectaculaires... Le gouvernement devrait se souvenir de l'échec de Metronet avant d'envisager à nouveau de s'engager dans ce genre d'arrangement. Il devrait se rappeler que le secteur privé ne s'exposera jamais par écrit à un risque substantiel sans être assuré d'en être récompensé proportionnellement, si pas généreusement. A la fin, c'est le contribuable qui paie le prix... Nous avons tendance à faire nôtre l'analyse selon laquelle le modèle lui-même est faussé et probablement inférieur à la gestion traditionnelle du secteur public. Cette conclusion s'est affirmée depuis que le potentiel d'inefficacité et d'échec au sein du secteur privé a été aussi clairement mis en évidence... Il n'est pas inutile de rappeler que lorsque des entreprises privées sont incapables de fournir ce à quoi elles s'étaient engagées, elles peuvent se dérober – et c'est toujours au contribuable qu'il incombera de recoller les morceaux⁶⁵.

Les PPP au Sud : qui dit que nous ne referons plus ce genre de choses ?

Bien évidemment, les gouvernements n'ont pas tenu compte de ce conseil, au contraire. Au Royaume-Uni et dans de nombreux endroits, les PPP sont devenus le mécanisme par défaut pour les projets d'infrastructure, ce qui représente un défi fondamental aux idées de gauche d'une alternative au libéralisme basée sur les principes keynésiens : lorsque le secteur public a été fondamentalement capturé par le secteur privé, tant en ce qui concerne la question de "qui paie/qui profite" que concernant les valeurs et les idéaux, est-ce que Keynes n'est pas déjà mort ?

On a assisté à une explosion du nombre de PPP exportés vers les pays du Sud. La Grande-Bretagne – qui fut le foyer de la révolution industrielle avant de voir son industrie manufacturière décliner – continue d'exporter un produit avec succès : les partenariats public-privé. "Nous sommes ravis d'exporter dans le monde entier l'expérience que nous acquise avec notre PFI (Private Finance Initiative, une forme de PPP)", déclare Ian Rylatt, le dirigeant de Balfour Beatty Infrastructure. Et s'il devait exister le moindre doute sur les bénéficiaires de cette exportation, il l'évacue assez vite : "les FPI à l'étranger ne représentent pas uniquement une opportunité pour

les entreprises de travaux publics britanniques, ils représentent également une énorme opportunité pour les avocats, les conseillers et les banques⁶⁶".

Dès 2004, le Department for International Development a accordé 6,4 millions de livres issues de "l'aide au développement" britannique à l'Adam Smith Institute, une officine ultra-libérale championne des privatisations, afin de promouvoir les PPP en Afrique du Sud. Les conséquences furent immédiates : on assista à un boom des contrats au profit de sociétés britanniques ("les entreprises britanniques peuvent vous aider. Elles disposent d'une expérience inégalée dans le domaine des privatisations, de la finance privée et dans tous les types de réformes du secteur public") ainsi qu'à une reprise du nombre de morts du choléra chez les personnes pauvres, obligées de boire l'eau des fossés après que leur accès à l'eau potable eut été coupé⁶⁷. La privatisation de services essentiels peut déboucher sur l'appauvrissement, les privations, et même sur la mort.

Le petit nouveau dans la région du Moyen-Orient/Afrique du Nord, c'est la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Instaurée pour

64. Andrew Bowman, Julie Froud, SukhdevJohal, Karel Williams, Centre for Research on Socio-Cultural Change, 'The Great Train Robbery', présentation faite le 27 novembre 2012, à paraître en janvier 2013

65. Department for Transport: The Failure of Metronet, Public Accounts Committee, Conclusions and Recommendations, <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200910/cmselect/cmpubacc/390/39004.htm>

66. Gill Plimmer, 'UK companies export PFI expertise', 11 octobre 2012, <http://www.ft.com/cms/s/0/0139c544-1126-11e2-a637-00144feabdc0.html>

67. George Monbiot, 'Exploitation on Tap', Guardian, 19 octobre 2004, <http://www.monbiot.com/2004/10/19/exploitation-on-tap>

Le petit nouveau dans la région du Moyen-Orient/Afrique du Nord, c'est la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Instaurée pour convertir les économies post-soviétiques aux miracles des forces du marché, la BERD a été un promoteur constant des PPP en Europe de l'Est, avec des résultats peu impressionnants, pour ne pas dire plus. En 2000, une concession de 25 ans pour la gestion de l'eau de Sofia fut accordée à SofiyskaVoda, qui appartenait à la société britannique United Utilities and International Water Ltd, et donc au final à Bechtel. Malgré des subventions massives de la BERD, les investisseurs réalisèrent si peu d'investissements qu'en 2009, les pertes en eau atteignirent 58 % et que la plupart des habitants de Sofia en vinrent à considérer leur eau comme "non potable". Ils se débarrassèrent ensuite de leur concession au profit du controversé géant français de l'eau Veolia⁶⁸.

Le PPP portant sur le traitement des eaux usées de Zagreb, propriété d'un consortium allemand, a "emprisonné" la ville de Zagreb dans un projet surdimensionné et surfacturé, et lorsque les utilisateurs industriels refusèrent de payer suite à l'augmentation des tarifs, les autorités de la ville commencèrent à employer l'argent des contribuables à la place". Les coûts doublèrent, les factures des ménages triplèrent et la Commission d'experts mise en place par le Conseil de la ville accusa la conception du projet, la qualifiant de "totalement inadaptée". La réponse du Conseil fut de dissoudre la Commission⁶⁹.

L'engagement idéologique de la BERD envers les PPP signifie également que même là où elle admet qu'ils ne fonctionnent pas, elle est incapable d'y renoncer. La banque envisagea ainsi sérieusement de financer le PPP de l'autoroute Moscou-Saint-Petersbourg, jusqu'à ce que soit révélé que ce dernier impliquait un possible scandale de corruption et de conflits d'intérêts de grande ampleur (Arkady Rotenberg, un ami de Vladimir Poutine, en était l'un des principaux bénéficiaires via une série de fonds offshore et de holdings à Chypre et dans les Îles Vierges britanniques⁷⁰), ainsi qu'un appel d'offres ne concernant qu'un seul soumissionnaire, l'abrogation illégale du statut protégeant la forêt de Khimki afin que l'autoroute puisse la traverser, et enfin, des violences à l'égard de manifestants⁷¹. Bien que la BERD renonça finalement – pour des raisons obscures – à financer le projet, elle ne

voulut pas reconnaître qu'une Russie gangrenée par la corruption pourrait ne pas se prêter au modèle des PPP. Au lieu de cela, la banque se lança dans une coopération à long terme avec l'administration russe des routes Avtodor... pour l'aider à mettre en œuvre plus de PPP⁷².

Avec ce type de bilan particulièrement remarquable, il ne faut pas s'étonner que la BERD ait réussi à convaincre ses bailleurs de fonds d'étendre son champ d'action à l'Égypte, à la Jordanie, à la Tunisie et au Maroc⁷³. La banque entend notamment s'attaquer aux subventions à l'alimentation et aux carburants, qu'elle décrit comme "omniprésentes, faussant les marchés et pesant lourdement sur les budgets des États"⁷⁴. Si ces subventions sont loin d'être parfaites, elles représentent néanmoins pour beaucoup de personnes la différence entre survivre et mourir de faim. La BERD a également l'intention de promouvoir le secteur agroalimentaire à grande échelle et le remembrement agricole en défaveur des fellahs ; d'encourager encore davantage le développement du marché des capitaux comme l'aimait Gamal Moubarak ; et de privatiser de larges pans des secteurs des transports, des combustibles et de l'électricité⁷⁵. Il serait difficile de trouver des politiques plus en contradiction avec les objectifs et l'esprit des révolutionnaires égyptiens.

C'est toutefois la Banque européenne d'investissement qui joue un rôle moteur dans la privatisation du Printemps arabe, comme elle l'a fait dans pour la privatisation du "développement". La Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) de la BEI s'est faite le promoteur inlassable de "réformes structurelles" par le biais de PPP, et lorsque les vieilles dictatures sont tombées, elle y a vu une occasion en or.

Quelques jours à peine après la révolution du 25 janvier en Égypte, la FEMIP a lancé un ambitieux programme d'assistance technique destiné à favoriser le recours aux contrats de partenariat public-privé en Méditerranée "et à obtenir une part du gâteau" des plus de 300 milliards d'euros d'investissements à réaliser dans les infrastructures d'utilité collective au Sud et à l'Est de la Méditerranée d'ici à 2030 (notamment pour la gestion de l'eau, les services urbains et l'énergie)⁷⁶.

68. CEE Bankwatch Network: Overpriced and Underwritten: The Hidden Cost of Public-Private Partnerships, <http://bankwatch.org/public-private-partnerships/case-studies/sofia-water-concession-bulgaria>

69. <http://bankwatch.org/public-private-partnerships/case-studies/zagreb-wastewater-treatment-plant-cupovz-croatia>

70. "Vinci Concessions Russie SA, l'un des propriétaires de NWCC, appartient à 50 % à la Sunstone Holding Ltd Limassol, qui est propriété à 73,8 % de la Croisette Investments Ltd Limassol et à 26,2 % de la Littoral Investments Ltd Limassol. Une société des Îles Vierges britanniques appelée Peak Shores Investment Corp. Tortola est actionnaire à 50 % de Croisette et de 100 % de Littoral. Les 50 % restants de Croisette sont détenus par une autre société de Chypre appelée Olpon Investments Ltd Nicosia. Monsieur Arkady Rotenberg détient 100 % de Olpon Investments Ltd Nicosia"

<http://bankwatch.org/documents/PPPs/PPP-case-MoscowStPetersburg.pdf>

71. CEE Bankwatch Network, 'Moscow - St. Petersburg motorway section 15-58 km: A deal involving tax havens and poor value for money', <http://bankwatch.org/public-private-partnerships/case-studies/moscow-st-petersburg-motorway-section-15-58-km-deal-involvi>

72. <http://www.ebrd.com/pages/news/press/2011/110818.shtml>

73. <http://www.ebrd.com/english/pages/news/press/2012/120519.shtml> ; <http://www.ebrd.com/english/pages/news/press/2012/121105b.shtml>

74. European Bank for Reconstruction and Development, 'Southern and eastern Mediterranean countries face significant transition challenges, EBRD report says', 7 novembre 2012, <http://www.ebrd.com/english/pages/news/press/2012/121107b.shtml>

75. European Bank for Reconstruction and Development, Concept Note Egypt, juin 2012

76. Banque européenne d'investissement, "La FEMIP lance un ambitieux programme d'assistance technique pour favoriser le recours aux PPP dans les pays partenaires méditerranéens", 8 février 2011, <http://www.eib.org/about/press/2011/2011-017-la-femip-lance-un-ambitieux-programme-dassistance-technique-pour-favoriser-le-recours-aux-ppp-dans-les-pays-partenaires-mediterraneens.htm>

Le programme comprend “une analyse régionale des expériences du recours aux PPP, ainsi qu’un examen des facteurs légaux, administratifs ou financiers obérant le recours à de tels montages dans chacun des neuf pays de la FEMIP”; “des recommandations opérationnelles et une assistance à la mise en œuvre de politiques de recours aux PPP dans un ou plusieurs secteurs prioritaires”; ainsi que “les termes de référence d’une assistance technique complémentaire”. Ceci est donc ce que voulait vraiment dire la BEI lorsqu’elle affirmait à la conférence de Deauville qu’elle “appuie résolument les aspirations du Printemps arabe”⁷⁷. Elle soutient un projet agressif d’appropriation privée des ressources qui est pratiquement et philosophiquement l’exact contraire de ce que les révoltes populaires de la région demandent.

Il est révélateur que la BEI affirme aujourd’hui qu’en promouvant ce modèle de développement, elle “suit avec attention les aspirations exprimées par les populations tunisienne et égyptienne”⁷⁸ alors que deux ans avant le Printemps arabe, son propre personnel émettait de sérieux doutes sur les PPP. Une note interne à la banque, que la BEI a d’abord étouffée, se montre critique de la promotion incessante faite par la banque en faveur du modèle des PPP, qui selon cette note, “influence – voire en fait définit – le processus de planification (“le monde à l’envers”). Les PPP étaient perçus comme :

- “chers, et la passation des marchés peut prendre

trop de temps... avec l’objectif du traitement hors-bilan prenant le pas sur le rapport qualité/prix”

- “rigides et peu susceptibles de s’adapter aux changements”
- “de nombreux observateurs critiques avaient le sentiment que les PPP ne sont pas la panacée pour combler les déficits en matière d’infrastructures”
- uniquement indiqués dans certains domaines, “là où le rythme du changement est progressif”. Oui pour des écoles et des routes, mais moins pour des hôpitaux, ou pour les secteurs de l’eau et du rail. Seulement 1/6 des péages routiers ont dépassé les prévisions de trafic, pour la moitié, c’était pire, souvent de 50 à 70 % en moins.

Deux observations étaient encore plus accablantes. L’une était que “c’est quand il y a de l’argent réel – et privé – exposé au risque que les PPP fonctionnent le mieux”. Comme nous l’avons vu, ce n’est presque jamais le cas, l’objectif du secteur privé étant de se décharger d’un maximum de risques sur le secteur public. Mais il y avait surtout cette perle, d’une personne interviewée restée anonyme :

“Si votre secteur public est performant, vous n’avez pas besoin de PPP. Et s’il est mauvais, vous ne devriez pas vous en approcher”⁷⁹.

77. Banque européenne d’investissement, “EIB welcomes Deauville Partnership for Middle East and North Africa”, 27 mai 2011, <http://www.eib.org/about/press/2011/2011-073-eib-welcomes-deauville-partnership-for-middle-east-and-north-africa.htm>

78. Banque européenne d’investissement, “La FEMIP lance un ambitieux programme d’assistance technique pour favoriser le recours aux PPP dans les pays partenaires méditerranéens”, 8 février 2011, <http://www.eib.org/about/press/2011/2011-017-la-femip-lance-un-ambitieux-programme-d-assistance-technique-pour-favoriser-le-recours-aux-ppp-dans-les-pays-partenaires-mediterraneens.htm>

79. Toutes les citations sont tirées de Robert Bain, ‘Review of Lessons from Completed PPP Projects Financed by the EIB’, mai 2009, disponible sur demande auprès de la Banque européenne d’investissement

Qui aime encore les PPP ? Les personnes corrompues

Puisque que l'on parle de "mauvais" secteur public, il y a un autre groupe de personnes qui affiche un enthousiasme équivalent pour les PPP : ce sont les dirigeants kleptocrates des pays pauvres. S'il y a bien quelqu'un qui a compris le concept de fusionner le public et le privé, le transfert du bien public dans des mains privées, c'est bien Hosni Moubarak. En 2006, les 82 succursales du grand magasin Omar Effendi ont été vendues au Saoudien, Jamil ibn Abdelrahman ibn Mohamed Alqinbit pour la somme de 590 millions de livres égyptiennes. Déjà avant même la vente, un membre de la commission d'évaluation des actifs d'Omar Effendi a publiquement dénoncé notre vieil ami Mahmoud Mohieldin, le "réformateur infatigable" de la Banque mondiale, pour avoir exercé des pressions visant à diminuer de 1139 millions à 438 millions la valeur – déjà contestable – de leur estimation⁸⁰. La vente eut de toute façon lieu, sous la condition qu'Alqinbit ne cède aucun actif.

D'après les recherches conduites par Amr Adly, Alqinbit a rapidement hypothéqué 16 succursales pour 462 millions – soit un montant peu éloigné de celui payé pour la totalité de la chaîne⁸¹. Aurait été également inclus dans la transaction les droits de pleine propriété sur les terrains appartenant à la Omar Effendi Company, et qui étaient supposés n'être loués que pour des usufruits de longue durée, ainsi que plusieurs chalets de vacances dans le nord du Delta et deux immeubles à appartements dans le centre ville d'Alexandrie. A vous de faire travailler votre imagination pour imaginer ce qu'ont bien pu recevoir les membres de la clique de Moubarak en échange de cette transaction remarquablement généreuse. IFC a alloué cinquante millions de dollars d'aide publique pour que cet accord voie le jour⁸².

La transaction Omar Effendi a été invalidée ultérieurement par la Cour administrative pour des motifs d'insuffisance du prix des actifs, de corruption, de fraude et de violation des lois. Il s'agissait d'une parmi au moins six privatisations majeures à avoir été annulées par la justice, y compris celle portant sur la Al-Nasr Steam Boiler Company, dans laquelle Mohamed Sheta, un associé proche des Moubarak, supervisa la vente d'une usine située sur des terrains de premier choix le long du Nil à une entreprise appartenant en partie à ses deux fils. Cette dernière aurait violé la convention contractuelle visant à continuer à faire fonctionner l'usine en revendant les terrains à des promoteurs⁸³. De façon cocasse (sauf

si vous êtes un contribuable égyptien...), l'Etat égyptien a refusé de récupérer les actifs, pour des raisons que les imaginations fertiles n'auront aucune peine à identifier.

Une fois de plus, ce qui est important ici, c'est le rôle clé du "développement". Comme le fait remarquer Adly, ce pillage systématique du Trésor public n'a pas été une initiative des kleptocrates au pouvoir : il a été mandaté par la Mafia du développement, au travers de son programme de privatisations. "Le Ministère de l'investissement était pressé de céder par des privatisations certains actifs publics à n'importe quelles conditions de façon à respecter les critères établis par le FMI et la Banque mondiale. La hâte avec laquelle nombre de transactions ont été conclues a entraîné de nombreuses violations de la loi, de la corruption et du gaspillage de fonds publics"⁸⁴.

Et les PPP ont joué un rôle fondamental dès le début. Des PPP de gestion des déchets ont été introduits en Egypte en 2001, conduisant, comme l'a reconnu le ministre de l'environnement, à des prix plus élevés, un service moins performant et huit années de détérioration⁸⁵. Des PPP pour les ports, les aéroports, l'énergie et les télécommunications ont suivi : en 2004, l'Egypte comptait 16 PPP pour une valeur totale de 6,2 milliards de dollars⁸⁶. En 2008, le nombre de PPP en cours dans la santé, l'éducation, les infrastructures sociales et les installations médicales avait augmenté jusqu'à atteindre 32 projets et 15,3 milliards de dollars⁸⁷. Mais tout ceci n'était que le commencement.

Le régime de Moubarak a encouragé un "environnement législatif favorable "en faveur des PPP, en créant une Autorité des PPP qui en promeut l'utilisation et gère les appels d'offres. Une loi est entrée en vigueur en juillet 2010, et d'après un rapport de l'OCDE, cette dernière "améliore de façon significative l'avancement des PPP"⁸⁸. Une présentation faite par l'Autorité des PPP en 2008 soulignait l'importance de trouver les "bons investisseurs" et de créer un cadre légal "moderne", mais évoquait aussi les dangers d'une "perception par l'opinion publique des PPP en tant que privatisations"(sic). Elle accordait une attention spéciale aux besoins des PPP en fonds publics, y compris en payant les entreprises pour les coûts de préparation des appels d'offre, en créant un fonds de prêts aux projets de PPP ainsi qu'un "financement compensatoire destiné à assurer la viabilité du projet"

80. AmrAdly, 'Mubarak 1990-2011: The State of Corruption', Egyptian Initiative for People's Rights, septembre 2011, pp. 26-27

81. Ibid.

82. <http://www.ifc.org/ifcext/spiwebsite1.nsf/0/D257B6C533749396852576BA000E29DF>

83. Adly, op. cit., pp.22-25

84. Adly, op. cit., p.28

85. SohairMouradMilik, 'Assessment of Solid Waste Management in Egypt During the Last Decade in Light of the Partnership Between the Egyptian Government and the Private Sector', 2010, <http://dar.aucegypt.edu/handle/10526/1527>

86. MENA-OECD Investment Programme Business Climate Development Strategy, Phase 1: Policy Assessment Egypt, Dimension I-2 Privatisation Policy and Public Private Partnerships, July 2010 <http://www.oecd.org/dataoecd/49/55/46340470.pdf>

87. Rania G. Zayed, Overview on the Development of the Egyptian PPP Programme, 2008,

http://www.energytoolbox.org/library/ppp_in_infrastructure/presentations/Overview_on_the_Development_of_the_Egyptian_PPP_Program.pdf

88. MENA-OECD Investment Programme, op.cit.

pour subventionner les PPP⁸⁹. A ce stade, personne ne s'étonnera encore que le développement de l'Autorité des PPP a été soutenu par l'IFC⁹⁰.

Ahmed Tarik, un ancien employé de l'Autorité des PPP, fournit un témoignage éclairant sur la façon exacte dont le processus fonctionne :

Tout d'abord, le FMI et la Banque mondiale sont les consultants principaux sur presque tous les projets. Lors des réunions de négociations avec les principaux soumissionnaires, l'équipe du FMI prend presque systématiquement le parti des entreprises privées pour la rédaction des contrats, les mécanismes de paiement et les responsabilités et services fournis.

La plupart du temps, les demandes des soumissionnaires sont approuvées et incluses dans le contrat. Un exemple parmi d'autres est celui des écoles, qui offrent souvent des programmes après les cours et pendant le week-end à leurs étudiants. Ceci était inacceptable pour les soumissionnaires et leurs avocats hors de prix venus de Dubaï. D'après le contrat, les écoles ne devraient être ouvertes que de 7h à 16h. Selon les avocats, l'ouverture des écoles le week-end ou le soir en semaine constituerait une menace pour la sécurité des investisseurs, et si de tels programmes devaient être mis en œuvre, cela entraînerait des coûts supplémentaires". De plus, les investisseurs souhaitant accroître leur "flux de revenus" en accueillant des "événements culturels" dans les écoles en soirée, de tels programmes empêcheraient les "événements culturels" d'avoir lieu. Et donc, aucun étudiant ne peut plus être à l'école après 16h. Ce qui veut dire qu'un enfant qui attendrait son grand frère ou sa grande sœur devrait rester à la rue si la personne chargée de venir le chercher était en retard pour une

raison ou une autre.

Voilà ce que je pense : le processus et le discours visant à générer des profits est contraire à l'éthique, particulièrement pour des projets de grande ampleur. La maximisation des bénéfices se fait toujours au détriment des gens les plus proches des activités en question, qu'il s'agisse de réduction des coûts, de la diminution des services, du traitement moralement contestable des étudiants, etc. Si nous voulons construire une nouvelle Egypte qui satisfasse les exigences de son peuple, nous ne devrions pas permettre à ce genre de programme d'aide de fonctionner. Ces investisseurs ne construisent pas des écoles pour améliorer l'éducation, ils construisent des écoles pour faire de l'argent. Ils ne construisent pas des hôpitaux pour fournir des soins de santé décentes, ils construisent des hôpitaux pour surfacturer des soins médicaux pour lesquels nous et les prochaines générations de contribuables devront payer"⁹¹.

Bref, à cause de la conjonction entre public et privé, des subventions massives d'intérêts privés réalisés avec des fonds publics, et du nombre relativement faible d'acteurs impliqués, on peut dire que les PPP sont intrinsèquement propices à la corruption. Le régime de Moubarak était coutumier des transferts de fonds publics vers des intérêts privés, rien d'étonnant donc qu'il se soit enthousiasmé pour les PPP. Mais il est essentiel de réaliser que c'est le modèle en lui-même qui est susceptible d'être manipulé à des fins privées, et le remplacement du régime Moubarak par une autre élite ne résout pas ce problème.



Qui d'autre aime les PPP ? Les spéculateurs

Il est également crucial de ne pas perdre de vue qu'à l'ère de la spéculation financière et du capitalisme du vingt-et-unième siècle, un projet ou un investissement ne se réduit pas à lui-même. Le capital a adopté de nouvelles dimensions : un actif est désormais aussi la matière première pour la titrisation (par laquelle on place les actifs dans des véhicules offshore tout en vendant les droits sur les revenus que ces derniers génèrent à travers des obligations appelées produits dérivés). La combinaison d'actifs risqués avec d'autres plus sûrs dans différents produits dérivés transforme comme par magie le risque en valeur, mais elle contamine également les valeurs avec le risque. En même temps, les produits dérivés font également l'objet de contrats d'échange sur risque de crédit (CDS), qui fournissent une couverture s'ils ne sont pas aussi rentables qu'escompté. La combinaison entre ce brassage d'actifs solides et d'actifs "toxiques" d'une part, et l'exposition inconnue des contreparties des CDS d'autre part, a été responsable de la crise des prêts hypothécaires de 2008 et du renflouement du système bancaire pour un coût ayant atteint jusqu'à quinze mille milliards de dollars⁹².

Cette crise n'a pas freiné l'industrie bancaire et la Mafia du développement dans leur promotion sans relâche de la financiarisation. Au contraire : l'intention est désormais d'étendre le modèle des obligations bancaires au domaine social, comme par exemple pour les toxicomanes, les sans-abris ou les délinquants, grâce à des "contrats d'impact social"⁹³. En d'autres mots, à cause du capitalisme casino, les Etats ont été forcés de vider leurs caisses pour des opérations de renflouement – à un tel point que nous ne sommes plus censés pouvoir satisfaire les besoins sociaux de base – et ce même capitalisme casino voudrait maintenant profiter des déficits qu'il a causés pour spéculer sur les faiblesses humaines et les échecs des gens. Un traitement et un contrôle du comportement humain dictés par les marchés

financier, voilà bien qui représente un tournant décisif pour le contrôle de notre société : le signe avant-coureur de ce que l'on pourrait qualifier de fascisme financier⁹⁴.

Tout investissement générateur d'un flux prévisible de revenus est une cible idéale pour une opération de titrisation. Tout investissement générant un flux de revenus garantis pour les trente ou même quarante ans à venir, souscrit par des garanties publiques indépendamment de la performance réelle, et soumis à une exécution rigoureuse du contrat, voilà quel est le Graal des spéculateurs. C'est aussi la définition en une ligne de ce qu'est un partenariat public-privé. Et tout d'un coup, l'enthousiasme de la Mafia du développement pour les PPP prend une dimension nouvelle.

Les promoteurs de cette transformation n'ont aucune gêne à le crier sur tous les toits. Lors d'une récente conférence, Nicholas Jennett, de la BEI, a affirmé que la banque préconisera une augmentation du nombre de PPP, en Europe et au Sud, de façon à "établir une nouvelle sorte d'actifs"⁹⁵. Alors que l'austérité a provoqué un assèchement des liquidités publiques et que le secteur privé hésite à investir, la nouvelle solution s'appelle les "obligations sur projet", encore un exemple du prolongement de la financiarisation au sein du monde du développement. Werner Hoyer, le président de la BEI, était tout aussi ouvert sur la promotion par la banque d'un "financement d'infrastructures par les marchés de capitaux"⁹⁶. Le centre européen d'expertise en PPP – une initiative commune de la BEI et de la Commission européenne, son acolyte néo-libérale – publie dorénavant des brochures sur comment "inciter les soumissionnaires à envisager le financement par obligations" pour pouvoir payer davantage de PPP⁹⁷. La marche inexorable de la financiarisation continue.

89. Zayed, op. cit.

90. IFC, 'PPIAF Supports Groundbreaking Public-Private Partnerships in the Wastewater Sector in Egypt', January 2011 <http://water.worldbank.org/node/83687>; David Hall, 'Business as Usual: International Promotion of PPPs in North Africa', mai 2012, www.psir.org

91. Ahmed Tarik, commentaire sur le site internet de Jadaliyya, 12 juin 2011, <http://www.jadaliyya.com/pages/index/1711/egypts-%E2%80%98orderly-transition%E2%80%99-international-aid-and->, cited in David Hall, Business as Usual: International Promotion of PPPs in North Africa, Public Services International Research Unit, May 2012, <http://www.psir.org/reports/business-usual-international-promotion-ppps-north-africa>

92. Pour un guide magnifique et relativement simple sur les méandres de la financiarisation, lire Nick Hildyard, A (Crumbling) Wall of Money: Financial Bricolage, Derivatives and Power, The Corner House, octobre 2008, <http://www.thecornerhouse.org.uk/sites/thecornerhouse.org.uk/files/39wallmoney.pdf>

93. Patrick Wintour, 'Social impact bond launched to help teenagers in care and the homeless', Guardian, November 23 2012, <http://www.guardian.co.uk/society/2012/nov/23/social-impact-bond-teenagers-homelessness?INTCMP=SRCH>; Polly Toynbee, 'Who's in the market for sub-prime behaviour bonds?', Guardian, July 4 2011, <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/jul/04/sub-prime-behaviour-bonds-fools-gold?INTCMP=SRCH>

94. Pour une illustration exemplaire de certaines des formes que peuvent prendre ce fascisme, voir Anders Lustgarten, If You Don't Let Us Dream, We Won't Let You Sleep, Royal Court Theatre, Feb 15-March 9 2013, <http://www.royalcourttheatre.com/whats-on/if-you-dont-let-us-dream-we-wont-let-you-sleep> Texte à paraître chez Methuen en février 2013

95. Nicholas Jennett, discours lors de la conférence "Policy dialogue: a push for growth and jobs", European Policy Centre, Bruxelles, 7 novembre 2012

96. Werner Hoyer, discours lors la conférence "Policy dialogue: a push for growth and jobs", European Policy Centre, Bruxelles, 7 novembre 2012

97. Centre européen d'expertise en PPP, 'Financing PPPs with project bonds: Issues for public procuring authorities', octobre 2012, www.eib.org/epcc



Conclusion:

1. Ne jamais envisager en aucun cas les partenariats public-privé comme un modèle légitime pour le développement d'un pays pauvre. Les PPP visent à remplir plusieurs objectifs. Les trois plus importants que nous avons identifiés ici sont le transfert de la richesse publique entre des mains privées ; l'attribution de contrats par népotisme et favoritisme ; et la transformation d'infrastructures en une nouvelle sorte d'actifs destinés à la spéculation financière. Rien de tout ceci ne sert les besoins de gens normaux. Les PPP sont chers, ne fonctionnent pas et sont susceptibles de mener à des drames. A éviter à tout prix.
2. Les banques "de développement" adorent les PPP. Les banques "de développement" ont également contribué de façon essentielle à faire prospérer Moubarak et les autres dictatures d'Afrique du Nord, en leur prêtant massivement, mais surtout en légitimant ces régimes en les rendant acceptables aux yeux du monde. Aujourd'hui, avec une hypocrisie stupéfiante, elles font complètement fi de leur complicité avec des dictatures discréditées et sont de retour pour tenter de mettre la main sur toujours plus d'actifs publics – des actifs pour lesquels se sont battus et se battent encore avec un courage exceptionnel des gens ordinaires. Il faut rejeter purement et simplement les banques "de développement" et leur "amitié" prédatrice.
3. Il faut trouver une alternative aux emprunts souscrits pour rembourser des emprunts antérieurs. Une solution évidente que nous avons tenté de promouvoir est celle de l'audit de la dette : une évaluation des dettes bilatérales et multilatérales afin de voir combien en a été contractée dans l'intérêt national et combien en est "odieuse", c'est-à-dire de la dette utilisée au profit d'un régime et non du grand public. Un audit de la dette est un processus lent et complexe, mais qui peut donner lieu à des résultats fantastiques. L'audit de la dette conduit en Equateur a conclu que 70 % de la dette était illégitime et il a proposé aux créanciers trente cents par dollar : 95 % d'eux l'ont accepté, effaçant ainsi des décennies d'oppression financière accumulée¹.
4. Des démarches vers un audit de la dette ont déjà commencé en Tunisie².
5. Un autre chemin est toujours possible. Il commence par la récusation des PPP et de la Mafia du développement.

98. <http://archive.org/details/EcuadorsDebtAuditImplicationsInTheGlobalEconomicCrisis>;

99. <http://www.jubileedebtcampaign.org.uk/Ecuador3720to3720help3720Tunisia3720audit3720debt+7901.twl>

www.counterbalance-eib.org
e-mail: info@counterbalance-eib.org

Counter

Balance
 Challenging
the European
Investment
Bank